

## Fünfte Sitzung – Cinquième séance

Montag, 12. März 1984, Nachmittag

Lundi 12 mars 1984, après-midi

14.30 h

Vorsitz – Présidence: M. Gautier

## Fragestunde – Heure des questions

**Le président:** Nous avons reçu 42 questions. Comme il est vraisemblable que les 90 minutes prévues par le règlement ne suffisent pas pour traiter toutes les questions, nous donnerons la priorité – d'entente avec le Conseil fédéral – à celles que celui-ci juge urgentes. Si après ce premier tour il reste du temps, nous reprendrons les autres questions. Celles qui ne pourront pas être traitées à ce moment-là le seront conformément à l'article 71a, 5<sup>e</sup> alinéa, de notre règlement, c'est-à-dire comme des questions écrites.

D'autre part, je vous rappelle l'alinéa 2 de cet article 71a, qui prévoit que les questions doivent être rédigées succinctement et sans développement. Cela n'a de loin pas été le cas pour toutes les questions posées la semaine dernière.

### Question 1:

#### de Chastonay. Dürrekatastrophe im südlichen Afrika Effets catastrophiques de la sécheresse en Afrique australe

*Quelles mesures le Conseil fédéral entend-il prendre – cas échéant avec d'autres pays – pour porter secours aux populations d'Afrique australe dont l'existence est gravement menacée par la sécheresse?*

**M. Aubert,** conseiller fédéral: Monsieur de Chastonay, nous connaissons la situation alimentaire particulièrement précaire qui existe en Afrique.

Cette situation s'est encore aggravée à la suite de la sécheresse qui y sévit depuis trois ans. Grâce à la flexibilité de notre aide humanitaire, nous avons été en mesure de faire un effort substantiel en faveur de ce continent qui a bénéficié, l'année dernière, du 60 pour cent environ de notre aide alimentaire. Cette priorité sera maintenue en 1984.

En outre, le Département fédéral des affaires étrangères entend proposer, dans les jours à venir, au Conseil fédéral, de prélever un montant de 5 millions de francs suisses sur la réserve du crédit de programme d'aide humanitaire, afin d'attribuer une aide supplémentaire aux pays africains, particulièrement à l'Afrique australe.

Enfin, nous soulignons que la Confédération, par ses programmes de coopération technique et d'aide financière, soutient l'effort de développement de ces pays, ce qui leur permettra, à terme, de limiter l'impact de telles catastrophes naturelles. En 1983, l'aide destinée en priorité au développement des zones rurales s'est élevée à plus de 8 millions de francs suisses.

### Question 2:

#### Cotti Gianfranco. UNESCO. Haltung der Schweiz UNESCO. Attitude de la Suisse

*Etant donné que les Etats-Unis d'Amérique se retirent de l'UNESCO et compte tenu des motifs invoqués, qui jettent une ombre inquiétante sur les activités de cet organisme –*

*activités désormais plus politiques que techniques – je demande au Conseil fédéral de dire s'il a l'intention de prendre des mesures et, dans l'affirmative, de quelle nature et à quelles fins.*

**M. Aubert,** conseiller fédéral: Le 28 décembre dernier, les Etats-Unis ont annoncé leur intention de se retirer de l'UNESCO. Ils reprochent essentiellement à cette organisation de gaspiller ses ressources, une attitude trop anti-occidentale et anti-américaine, ainsi que des attaques contre certaines valeurs défendues par les sociétés libérales. La décision des Etats-Unis ne prélude pas au retrait d'autres organisations internationales. Ce n'est pas non plus, à proprement parler, un accès de mauvaise humeur. Il y a, en effet, plusieurs années que les Américains sont particulièrement déçus des positions prises à l'UNESCO, et surtout de sa gestion financière. Ils continuent néanmoins de penser que l'UNESCO a joué et continue de jouer un rôle important et utile dans un certain nombre de domaines, en particulier l'alphabétisation, mais aussi la reconnaissance des diplômes, la formation des enseignants, les programmes de recherches scientifiques, les sauvetages de monuments, les actions normatives dans le domaine des droits d'auteur notamment. Ils ont aussi laissé entendre qu'ils pourraient reconsidérer leur décision si des changements significatifs survenaient dans l'organisation. Ils n'excluent enfin pas la poursuite d'une collaboration avec l'UNESCO sur une base *ad hoc*.

En ce qui nous concerne, nous n'avons pas attendu la décision américaine pour faire part clairement de notre avis sur l'évolution des activités de l'UNESCO. Nous avons adopté une attitude très ferme sur les problèmes d'information; nous nous sommes opposés à tout ce qui aurait pu être considéré comme une atteinte à la liberté de l'information et de la presse.

Lors des deux dernières conférences générales de l'UNESCO, en 1982 et 1983, nous avons fait part d'un certain nombre de critiques sur l'évolution du programme de l'organisation, critiques qui ont été émises par le chef de notre délégation, M. l'ambassadeur Ernesto Thalmann.

Cela dit, nous sommes d'avis que l'UNESCO continue de jouer un rôle utile, et nous sommes contre la politique de la chaise vide. Nous estimons pouvoir jouer un rôle plus efficace au sein de l'organisation plutôt que hors de celle-ci, et nous pensons être en mesure de pouvoir contribuer, de l'intérieur, à la mise en œuvre des réformes nécessaires.

A la suite de l'annonce du retrait américain, de nombreux contacts se sont noués à Paris entre délégations des différentes régions, sur une base informelle, afin d'examiner la situation. La Suisse y participe activement.

### Question 3:

#### Soldini. Empfang des Präsidenten der Demokratisch-revolutionären Front in El Salvador

#### Réception du président du Front démocratique et révolutionnaire du Salvador

*Nous venons d'apprendre que M. Guillermo Ungo, président du Front démocratique et révolutionnaire du Salvador – opposition armée au régime légal de ce pays – avait été reçu par le conseiller fédéral Pierre Aubert. Le Conseil fédéral peut-il me dire s'il est de tradition que le chef du Département des affaires étrangères apporte son appui officiel à un «guerillero» qui mène une lutte sans merci contre le gouvernement d'un Etat avec lequel nous entretenons des relations diplomatiques normales ou si cette entrevue insolite est appelée à concrétiser les récentes décisions du Parti socialiste suisse pour la participation de ses magistrats à l'activité gouvernementale helvétique?*

**M. Aubert,** conseiller fédéral: M. Guillermo Manuel Ungo, secrétaire général du Mouvement national révolutionnaire et président du Front démocratique et révolutionnaire du Sal-

vador, ainsi que vice-président de l'Internationale socialiste, a été invité, par le Parti socialiste suisse, le 1<sup>er</sup> mars 1984, à l'«Hôtel Bern».

J'ai saisi cette occasion pour m'entretenir avec lui de la situation au Salvador. M. Ungo avait demandé à me voir. Cette rencontre n'avait rien d'officiel. Nous avons parlé, en particulier, des graves problèmes humanitaires que posent les affrontements armés qui déchirent le Salvador depuis plusieurs années. Ce genre d'entretiens, au même titre que ceux que nous avons pu avoir avec un représentant de l'OLP ou avec des représentants des Sahraouis, nous permet d'apprécier plus complètement la situation. Ces entretiens sont d'ailleurs, de l'avis du Conseil fédéral, indispensables, si nous voulons pouvoir exercer notre politique de disponibilité, notre politique humanitaire et de bons offices. Je me permets de vous rappeler encore, Monsieur Soldini, que trois jours auparavant, le 27 février, j'avais reçu, officiellement cette fois, le ministre des Affaires étrangères d'Argentine, M. Dante Caputo, avec lequel j'ai également parlé de la situation au Salvador.

**M. Soldini:** Je remercie tout d'abord M. Aubert, conseiller fédéral, de ses explications et je me permets de lui poser une seconde question.

Dans les quotidiens du 8 mars 1984, nous lisons que deux jeunes volontaires de la Croix-Rouge ont été tués alors que leur ambulance les conduisait au village du Guadalupe, dans l'est du Salvador. Dans un communiqué commun, la Croix-Rouge du Salvador et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ont élevé une énergique protestation contre cette attaque, mais se sont abstenus d'en désigner les auteurs. Par contre, on nous dit que selon des diplomates occidentaux, l'ambulance, sirènes hurlantes et feux allumés, a été visée depuis des positions tenues par les rebelles, appartenant au mouvement que dirige M. Ungo. Dans ces conditions, ne pensez-vous pas que la réception de ce personnage par vous-même a causé du tort à la Croix-Rouge et aussi à l'image que l'on se fait de la Suisse dans ces pays?

**M. Aubert,** conseiller fédéral: Monsieur Soldini, je crois pouvoir répondre par «non» à votre question. Je ne pense pas que cette réception ait pu causer du tort à la Croix-Rouge. Vous affirmez que l'ambulance en question a été attaquée par un certain nombre de personnes, vous ne savez et nous ne savons même pas par qui. S'agit-il véritablement de partisans de M. Ungo? Nous ne le savons pas, nous n'avons absolument aucune preuve. Je crois donc pouvoir répondre par un «non» tout à fait catégorique à vos craintes concernant l'action de la Croix-Rouge.

#### Question 4:

##### **Clivaz. Internierte sowjetische Soldaten Soldats soviétiques internés en Suisse**

*L'hebdomadaire français «L'Express», dans son édition internationale du 9 mars 1984 (n° 1704), a publié un article consacré aux soldats soviétiques capturés par les maquisards afghans et internés en Suisse, au Zugerberg. Cet article donne une image assez sombre de l'établissement où sont détenus ces hommes (barbelés, miradors, projecteurs allumés à giorno pendant toute la nuit, etc.). Les deux journalistes qui ont effectué le reportage, et qui auraient été menacés d'une peine de prison s'ils prenaient des photos, ont exposé la situation psychologique difficile dans laquelle se trouvent ces soldats, en raison de la position adoptée par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et les autorités helvétiques. Ils arrivent à la conclusion que «le gouvernement suisse et le CICR sont piégés par les exigences de l'Union soviétique».*

*Le Conseil fédéral peut-il préciser le rôle qu'il est appelé à jouer dans cette affaire et quelles sont les conditions réelles d'internement des soldats soviétiques au Zugerberg?*

**M. Aubert,** conseiller fédéral: Monsieur Clivaz, l'article auquel vous vous réferez est l'exemple typique de ce que j'appellerais un «journalisme irresponsable.» Soucieux avant tout de présenter cette affaire sous un jour sensationnel et propre à susciter l'émotion des lecteurs, les auteurs de ce reportage dans un journal étranger n'ont jamais pris la peine de se mettre en relations avec les autorités fédérales. Si cela avait été le cas, nous aurions pu compléter utilement leur information tout en rectifiant diverses affirmations erronées. L'Ambassade de Suisse à Paris a été chargée de faire une mise au point auprès de la rédaction de ce journal. En particulier, nous avons manifesté notre étonnement devant la place accordée, en l'occurrence, à un type de journalisme recherchant le sensationnel plutôt que la vérité.

Je voudrais rappeler ici ce qui a déjà été dit à plusieurs reprises. C'est sur la base d'accords conclus par le CICR avec l'URSS, d'une part, et avec les mouvements de résistance afghane d'autre part, que le Conseil fédéral a décidé, le 19 mai 1982, d'accueillir en Suisse des membres des forces armées soviétiques, capturés en Afghanistan. Le principe de l'internement de prisonniers de guerre en pays neutre est prévu par la troisième Convention de Genève. C'est également sur cette Convention que nous nous basons pour régler les conditions d'internement des prisonniers. Ceux-ci n'ont naturellement qu'une liberté restreinte. Mais je puis vous assurer que leur régime n'a rien à voir avec le type de détention auquel une certaine presse voudrait le comparer. Ces prisonniers travaillent pendant la semaine, reçoivent un pécule pour ce travail, ont congé le samedi et dimanche et peuvent sortir le samedi dans une ville ou un village des environs. Après deux ans de séjour en Suisse, séjour qui se terminera au mois de mai prochain, il est prévu que ces soldats soviétiques rentreront dans leur pays d'origine; telle est, selon la troisième Convention de Genève, la solution normale pour toute personne parvenant au terme de sa captivité. Elle correspond aussi à l'intention dont chacun des internés a fait part au Comité international de la Croix-Rouge, en acceptant d'être transféré en Suisse. Je voudrais redire ici très clairement ce qui suit: si l'un ou l'autre des internés devait, à l'échéance, exprimer le désir de ne pas rentrer, de rester en Suisse ou de gagner un autre pays, sa volonté librement exprimée serait respectée. Nous ne forcerons aucun d'eux à rentrer dans sa patrie contre son gré. Je tenais à le répéter ici, de la façon la plus nette, afin de dissiper certaines ambiguïtés que l'on a fait circuler sur notre attitude en la matière.

#### Frage 5:

##### **Braunschweig. Konferenz über Vertrauensbildung und Abrüstung in Europa**

##### **Conférence sur des mesures de confiance et de sécurité et sur le désarmement en Europe.**

*Welche Perspektiven sieht der Bundesrat für das soeben eingereichte Massnahmenpaket der neutralen und nichtgebundenen Staaten? Wie sieht im heutigen Zeitpunkt der Fahrplan der KVAE aus?*

**M. Aubert,** conseiller fédéral: Monsieur Braunschweig, le document soumis à la Conférence de Stockholm la semaine dernière, vendredi 9 mars, par les Etats neutres et non-alignés, contient toute une série de propositions concrètes, et, entre autres, la notification préalable de manœuvres et d'autres activités militaires, la participation obligatoire d'observateurs aux manœuvres et aux mouvements de troupes. Sont prévus également le plafonnement des forces engagées dans des manœuvres importantes, ainsi que des limitations dans le déploiement d'unités ou d'équipement militaire. Ces mesures vont nettement plus loin que celles adoptées à Helsinki. En outre, elles devront comporter des procédures de vérification et un élément de contrainte politique qui faisaient alors défaut.

Dans le document des neutres et non-alignés, il est également prévu qu'une fois ces mesures adoptées, on pourra

envisager la réaffirmation, dans une forme qu'il convient encore de déterminer, du principe de non-recours à la force et du règlement pacifique des différends.

Nous avons bon espoir que le document qui vient d'être déposé constituera, avec les autres propositions soumises à la conférence, une base utile pour la négociation devant s'engager dès la seconde session débutant le 7 mai. Une évaluation des résultats de ces négociations est prévue à Vienne lors de la prochaine réunion CSCE le 6 novembre 1986. Il appartiendra à cette réunion de faire le bilan des travaux de la Conférence de Stockholm et de décider des suites à leur donner.

La réunion de Vienne devra aussi procéder à une évaluation des travaux des réunions d'experts d'Athènes sur le «règlement pacifique des différends», d'Ottawa sur les «droits de l'homme» et de Berne sur les «contacts humains.»

#### Question 6:

##### **Pini. Lago Ceresio. Gewässerschutz Eputation du lac de Lugano**

*A quelles conclusions est parvenue la Commission italo-suisse pour la protection des eaux au sujet des interventions à court et à moyen terme visant à empêcher l'eutrophisation complète du lac de Lugano? La Confédération et l'autorité centrale de la République italienne ont-elles, en accord avec les régions concernées, déjà prévu le versement d'une contribution venant s'ajouter à la somme que, par exemple, le canton du Tessin a fixée, compte tenu de l'urgence des interventions précitées?*

Bundesrat Egli: Herr Pini, im Einzugsgebiet des Luganer-sees hat, wenigstens auf schweizerischem Staatsgebiet, der Gewässerschutz grosse Fortschritte gemacht. Die im Rahmen der internationalen Kommission zum Schutz der schweizerisch-italienischen Gewässer durchgeführten Untersuchungen zeigen bereits erste Erfolge der getroffenen Massnahmen. So ist der Phosphorgehalt im Nordbeken bereits rückläufig. Im Südbecken des Sees sind die Verhältnisse etwa stationär. In den nächsten Jahren sind weitere Anstrengungen notwendig und geplant. Kurzfristig müssen die Kanalisationsnetze ergänzt oder erstellt werden, damit kein ungereinigtes, stark phosphathaltiges Abwasser in den See und seine Zuflüsse gelangt. Längerfristig müssen bestehende, grössere Abwasserreinigungsanlagen, zum Beispiel durch den Einsatz der Flockungsfiltration, verbessert werden. Parallel zur Erhöhung der Ausgaben für den Gewässerschutz im Kanton Tessin hat der Bund seine Subventionen erhöht. Die gegenwärtig im Kanton Tessin jährlich für den Gewässerschutz zur Verfügung stehenden 20 Millionen Franken genügen vorläufig zusammen mit den etwa 13 Millionen Franken an Bundessubventionen zur Finanzierung der baureifen Projekte. Die italienischen Behörden haben die Notwendigkeit energischer Gewässerschutzmassnahmen erkannt. Die in der betroffenen Region vorhandenen Finanzmittel führen jedoch zu einer recht schleppenden Realisation der Kanalisationen und Abwasserreinigungsanlagen.

#### Fragen 7-13 – Questions 7 à 13

##### Frage 7:

##### **Reichling. Luftverschmutzung. Forschungsprogramm Pollution atmosphérique. Programmes de recherche**

*Warum hat der Bundesrat das zusätzliche Forschungsprogramm über Luftverschmutzung nicht auf die Acker-, Gemüse-, Obst- und Rebkulturen ausgedehnt, in einem Zeitpunkt, in welchem dort noch keine sichtbaren Schäden auftreten?*

##### Question 8:

##### **Coutau. Luftverschmutzung durch Autos. Bericht Pollution de l'air par les automobiles. Rapport**

*L'Office fédéral de la protection de l'environnement a publié, dans les semaines qui ont immédiatement précédé le vote fédéral sur les impôts routiers du 26 février, un rapport sur la pollution de l'air due aux automobiles. Cette publication fournit les résultats sommaires d'essais effectués dans des conditions contestées. Il semble qu'un second rapport – plus circonstancié – soit en préparation. Ces deux rapports auraient dû être publiés simultanément. Selon les déclarations faites à l'Agence télégraphique suisse par un responsable de la Division de la protection de l'air, «on a tellement insisté auprès de l'Office pour obtenir une publication rapide que nous avons dû céder». Qui a insisté pour précipiter la publication du premier rapport? Et pour quelles raisons?*

##### Frage 9:

##### **Oester. Unverbleites Benzin. Zollsenkung Essence sans plomb. Abaissement des droits de douane**

*Die Zulassung von Fahrzeugen mit Katalysatoren, die bis zu 90 Prozent der Schadstoffe eliminieren, ist vordringlich, setzt aber unverbleites Benzin voraus. Da heute schon etwa 16 Prozent der Autos in der Schweiz vorbehaltlos mit bleifreiem Benzin betrieben werden könnten, frage ich den Bundesrat, ob er bereit ist, dem Parlament einen dringlichen Bundesbeschluss vorzuschlagen, wonach die fiskalischen Abgaben auf unverbleitem Benzin angemessen gesenkt werden, zumal die heutige Gewichtsverzollung das etwas schwerere bleifreie Superbenzin stärker belastet.*

##### Frage 10:

##### **Jaeger. Abgasstudie Rapport concernant les gaz d'échappement**

*Wann ist die Abgasstudie, auf die der Bundesrat seinen Tempolimitenentscheid abstützt, fertiggestellt? Wann wird die Studie dem Parlament bzw. der Öffentlichkeit zugänglich gemacht?*

##### Frage 11:

##### **Iten. Tempolimiten 100/80 – Limitations de vitesse**

*Das EDI hat beim Technikum Biel und bei der EMPA Expertisen über die Auswirkungen von erneuten Tempolimiten für Motorfahrzeuge eingeholt. Ist der Bundesrat bereit, diese Gutachten noch vor seiner diesbezüglichen Beschlussfassung auch den Mitgliedern des Parlamentes zur Verfügung zu stellen?*

##### Frage 12:

##### **Grendelmeier. Geschwindigkeitsbeschränkungen Limitations de vitesse**

*Am 3. Januar 1984 hat Bundesrat Alphons Egli in der Sendung «CH-Magazin» des Fernsehens DRS unmissverständlich zu verstehen gegeben, dass er gewillt sei, als eine der Sofortmassnahmen gegen das Waldsterben, Tempo 100 bzw. 80 einzuführen, sollten die Untersuchungen der EMPA ergeben, dass Temporeduktionen zu einem verminderten Schadstoffausstoss führen. Inzwischen liegen die diesbezüglichen Ergebnisse der EMPA vor und sind eindeutig (min. 10 Prozent Schadstoffreduktion).*

*Ich frage den Bundesrat an, auf welchen Zeitpunkt er bereit ist, die angekündigten Tempolimiten einzuführen.*

##### Question 13:

##### **Butty. Geschwindigkeitsbeschränkung auf Autobahnen Limitation de vitesse sur les routes nationales**

*A la suite de mon interpellation à ce sujet, je demande au Conseil fédéral s'il n'estime pas qu'avant de prendre une décision, il soit indiqué d'attendre des conclusions claires et*

*nettes des recherches scientifiques en cours et de procéder à une consultation des milieux concernés, des cantons et du Parlement?*

**Bundesrat Egli:** Zu Herrn Reichling: Am 15. Februar 1984 hat der Bundesrat ein zusätzliches Programm im Rahmen der Nationalen Forschungsprogramme unter dem Titel «Waldschäden und Luftverschmutzung in der Schweiz» beschlossen. Im Programm sind neben dem Wald auch Boden- und Pflanzenuntersuchungen in Zusammenarbeit mit den landwirtschaftlichen Forschungsanstalten vorgesehen. Dadurch wird auch den Befürchtungen der Landwirtschaft hinsichtlich ihrer Ackerböden sowie der Obstkulturen und Reben Rechnung getragen. Es muss hier nochmals betont werden, dass alle Massnahmen zur Verminderung der Luftverschmutzung nicht nur für den Wald, sondern zugleich auch für die Acker-, Gemüse-, Obst- und Rebkulturen wie auch für den Schutz des Bodens, der Gewässer, der Tiere, der Bauwerke und nicht zuletzt des Menschen selbst von grösster Wichtigkeit sind. Der Bundesrat will daher nicht in erster Linie Forschungsvorhaben, sondern konkrete Massnahmen zur Verminderung der Luftverschmutzung anordnen.

Zu Herrn Coutau: Die Medien wussten seit Ende Dezember, dass im Zusammenhang mit der Untersuchung über die Auswirkungen von Tempolimiten ergänzende Abgasmessungen bei der EMPA und am Technikum Biel durchgeführt wurden. Weil wir verhindern wollten, dass die Ergebnisse durch Indiskretionen bekannt werden, wurde auf unzählige Anfragen hin eine unverzügliche Veröffentlichung der definitiven Resultate zugesagt. Ein nachträglich ausgearbeiteter Bericht, der dem Bundesrat inzwischen zugegangen ist, zeigt auf:

1. Wie die Messungen durchgeführt wurden, die die schweizerischen und ausländische Studien ergänzen;
2. Dass diese Messungen mit den ausländischen Messungen übereinstimmen;
3. Wie, zusammen mit dem Stab für Gesamtverkehrsfragen, aufgrund der Fahrleistung, der Reisegeschwindigkeit sowie der Emissionsfaktoren das Emissionsmodell erarbeitet und auf dem Computer berechnet worden ist. Eine Beeinflussung der Volksabstimmung vom 26. Februar 1984 über die Einführung einer Autobahnvignette lag diesem Vorhaben fern, zumal vor der Abstimmung auch der gegenteilige Vorwurf laut wurde, die Veröffentlichung der Abgasresultate gereiche der Vignettenvorlage eher zum Nachteil. Es geht im vorliegenden Fall allein darum, feststehende Resultate nicht unter Verschluss zu halten, sondern sie im Sinne einer offenen Informationspolitik sofort bekanntzugeben. Im übrigen kann ich Ihnen mitteilen, dass der Bundesrat heute beschlossen hat, den gesamten Bericht zu veröffentlichen. Herr Oester, bleifreies Benzin wird heute insbesondere gefordert, weil dadurch die Zulassung von Autos mit Abgaskatalysatoren ermöglicht wird. Solche Katalysatoren sind bleiempfindlich. Ihre Wirksamkeit wird durch den Betrieb mit Bleibenzin zerstört. Es muss daher unbedingt sichergestellt sein, dass beabsichtigte oder unbeabsichtigte Falschbetankungen von Katalysatorfahrzeugen mit Bleibenzin so weit als möglich vermieden werden. Insbesondere sollte nicht ein wirtschaftlicher Anreiz für Falschbetankungen geschaffen werden. Bleihaltiges Benzin sollte deshalb nicht billiger sein als bleifreies. Es erscheint daher sinnvoll, durch eine differenzierte Zollbelastung zu bewirken, dass bleifreies Benzin billiger angeboten wird als bleihaltiges. Die Einführung einer solchen differenzierten Zollbelastung und deren materielle und rechtliche Ausgestaltung wird derzeit geprüft. Eine solche Massnahme steht aber nicht für sich allein da, sondern ist als flankierende Massnahme im Zusammenhang mit der Einführung von Katalysatorfahrzeugen zu sehen. Sie hat derzeit nicht prioritäre Bedeutung. In der Übergangszeit ist allerdings ein Angebot von teurerem bleihaltigem Benzin problematisch, weil damit der Abbau der entsprechenden Lagerbestände erschwert und verzögert werden könnte.

Herr Jaeger, die Untersuchungen über die Auswirkungen von reduzierten Höchstgeschwindigkeiten auf die Abgasemissionen von Motorfahrzeugen sind abgeschlossen. Im Rahmen dieser Untersuchungen wurden umfangreiche Computerrechnungen mit den Verkehrsmodellen des Stabes für Gesamtverkehrsfragen durchgeführt, mit denen das Verkehrsgeschehen in der Schweiz und die zu erwartenden Auswirkungen einer Herabsetzung der Höchstgeschwindigkeit in verkehrs- und abgasmässiger Hinsicht ermittelt wurden. Dabei wurden schon vorhandene in- und ausländische Unterlagen berücksichtigt. Zudem wurden ergänzende Abgasmessungen in der Schweiz durchgeführt. Die Ergebnisse dieser Untersuchungen wurden am 14. Februar 1984 mit einer Pressemitteilung des Bundesamtes für Umweltschutz veröffentlicht.

Der Bericht, der die durchgeführten Untersuchungen eingehend beschreibt und erläutert, ist heute dem Bundesrat zugestellt worden. Eine Veröffentlichung hat der Bundesrat ebenfalls heute, wie bereits erwähnt, beschlossen. Was die Massnahme der Tempolimitierung selbst anbelangt, hat der Bundesrat entschieden, darüber vorerst einmal eine Vernehmlassung bei den Kantonen, Verbänden und Organisationen durchzuführen. Die Vernehmlassungsfrist ist auf zwei Monate angesetzt worden.

Herr Iten, auch Ihre Frage betrifft die Tempolimiten. Der Bundesrat hat heute beschlossen, vorerst ein Vernehmlassungsverfahren durchzuführen und, wie bereits erwähnt, den vielfach genannten Bericht zu veröffentlichen.

Frau Grendelmeier, auch Sie stellen Fragen bezüglich der Geschwindigkeitsbeschränkung. Sie wissen nun, dass der Bundesrat ein Vernehmlassungsverfahren durchführen will. Massnahmen gegen das Waldsterben erfordern in erster Linie Massnahmen zur Verminderung der Luftverschmutzung. Tempo 100 bzw. 80 ist, um dieses Ziel zu erreichen, eine Massnahme unter anderen. Sie zeichnet sich gegenüber anderen Massnahmen dadurch aus, dass sie eine spürbare Verminderung der besonders gefährlichen Stickoxide bewirkt. Darum hat sie der Bundesrat auch nicht von der Hand gewiesen, sondern ist bereit, diese Massnahmen einzuführen, falls die Akzeptanz sich als hinreichend erweisen sollte. Das ist auch der Grund, warum er dieses Vernehmlassungsverfahren durchführt. Auch hier kann ich sagen, dass der vielfach erwähnte Bericht zugänglich gemacht wird.

Herr Butty, Sie stellen dieselbe Frage. Ich kann Ihnen keine andere Antwort geben. Ich nehme an, Sie verzichten auf weitere Ausführungen.

**M. Coutau:** Je remercie M. Egli de m'avoir fourni un certain nombre d'indications à propos du rapport en question. Au début de sa réponse, M. Egli, conseiller fédéral, a fait allusion à des indiscrétions qui auraient été à l'origine de l'information d'un certain nombre de personnes sur les résultats de ce premier rapport. Je voulais savoir si le Conseil fédéral, et le Département fédéral de l'intérieur plus particulièrement, avait envisagé d'examiner l'origine de ces indiscrétions et de voir s'il y avait des mesures à prendre pour les éviter à l'avenir.

**Bundesrat Egli:** Wenn eine Massnahme eines Departementes bei der EMPA, beim Technikum in Biel und auch in einem weiten Kreise von Beamten bekannt ist, kann sie kaum geheim gehalten werden. Es sind also keine eigentlichen Indiskretionen, die uns dazu bewogen haben, diese Ergebnisse bekannt zu geben. Die Ergebnisse sind auch keine Staatsgeheimnisse. Im übrigen hatte diese Veröffentlichung auch ihr Gutes. Die öffentliche Diskussion wurde angefacht und hat uns einige Fingerzeige gegeben, wie die Frage weiterverfolgt werden soll.

**Oester:** Die Zollsenkung auf bleifreiem Benzin sei «derzeit nicht von prioritärer Bedeutung», wie sich soeben Herr Bundesrat Egli ausdrückte. Das ist doch eine höchst erstaunliche Aussage, wenn man weiss, wie hoch der Anteil des Bleibenzins an der Umweltverschmutzung ist und wie sehr mit der Katalysatortechnik dieser reduziert werden

könnte. Er hat unter anderem auch darauf hingewiesen, es sei eben schwierig, die Lager an Bleibenzin abzubauen. Warum, Herr Bundesrat, ist das so, nachdem Bundesrat und betroffene Wirtschaftskreise seit einem halben Jahr in dieser Sache gewarnt sind? Wir haben nämlich aus unserer Fraktion schon im September einen Vorstoss gemacht zugunsten einer möglichst raschen Einführung des bleifreien Benzins, und zwar nicht in erster Linie wegen des Bleis, sondern wegen der dadurch ermöglichten Katalysatortechnik. Darauf hätte ich gerne doch noch eine präzise Antwort.

**Bundesrat Egli:** Ich kann Ihnen folgendes sagen, Herr Oester. Der Bundesrat hat heute beschlossen, dass ab 1. Januar 1985 nur noch bleifreies Normalbenzin importiert werden und ab 1. Juli 1986 Normalbenzin nur noch unverbleit in den Verkehr kommen dürfe. Sie sehen also, wir müssen hier mit relativ grossen Zeiträumen rechnen. Und diese Zeiträume stellen auf das ab, was uns von der entsprechenden Wirtschaftsbranche gesagt worden ist. Wenn Sie sich vorstellen, dass heute ein Vorrat von annähernd einem Jahr gehalten wird – dazu kommen noch die Pflichtlager –, sehen Sie, dass die Wirtschaft einfach diese anderthalb Jahre braucht, um ihre alten Lager absetzen zu können. Daraus habe ich die Schlussfolgerung gezogen, dass die Frage nicht prioritär ist und besonders auch darum, weil vor 1985 bleifreies Benzin kaum in grossen Mengen in die Schweiz eingeführt werden wird. Sie werden nicht damit rechnen können, dass sich die Mehrzahl der Automobilisten mit Katalysatoren ausrüstet, solange im In- und im Ausland noch kein dichtes Netz von Tanksäulen zur Verfügung steht, die dieses Benzin absetzen werden. Und im übrigen, Herr Oester, habe ich Ihnen bereits in meiner ersten Antwort gesagt, und das scheint auch verständlich zu sein, dass wir eine Preisdifferenzierung in der Übergangsperiode noch nicht durchführen können. Wenn nämlich in dieser Übergangsperiode das bleifreie Benzin billiger gemacht wird, dann wird man das alte Benzin überhaupt nicht mehr absetzen können. Es liegt doch in unserem Interesse, dass dieses verbleite Benzin mal wekommt, damit die Lager möglichst bald Platz bieten für das bleifreie Benzin.

**Jaeger:** Zunächst möchte ich Herrn Bundesrat Egli danken, dass er bereit ist, diese Abgasstudie auch dem Parlament zuleiten zu lassen. Wir haben auch mit Interesse gehört, dass in bezug auf die Tempolimiten ein Vernehmlassungsverfahren durchgeführt werden soll.

Ich möchte aber immerhin darauf hinweisen, dass die Frage der Tempolimiten derzeit das Schweizer Volk doch sehr intensiv beschäftigt, um es einmal milde auszudrücken. Es wird die schweizerische Öffentlichkeit sehr interessieren, wie der Bundesrat zu dieser Frage Stellung nimmt. Bevor wir das Vernehmlassungsverfahren einleiten, müssen wir doch wissen, was der Bundesrat in Sachen Tempolimiten will. Wir wissen, dass Herr Bundesrat Egli den Tempolimiten positiv gegenübersteht. Heute haben wir indessen nichts darüber erfahren. Wir möchten also den Entscheid des Bundesrates kennen. Ich glaube, es ist das gute Recht der Öffentlichkeit, darüber hier und jetzt Auskunft zu erhalten.

**Bundesrat Egli:** Herr Jaeger, meine persönliche Stellungnahme tut hier sicher nichts zur Sache, und sie ist auch nicht Gegenstand unserer Betrachtungen und Verlautbarungen.

Der Bundesrat misst der Tempolimitierung eine relativ grosse Bedeutung zu, und zwar gestützt auf das Gutachten, das das Bundesamt für Umweltschutz in Zusammenarbeit mit dem Technikum Biel und der EMPA erstellt hat. Er ist auch der Ansicht, dass damit ein Beitrag an die Luftreinhaltung geleistet werden könnte. Er ist aber der Auffassung, dass eine solche ziemlich eingreifende Massnahme nur durchsetzbar ist, wenn sie in der gesamten Bevölkerung auf eine gewisse Akzeptanz stösst. Darüber besteht keine einhellige Meinung. Da werden Sie mir, Herr Jaeger, recht geben müssen, wenn all das in Betracht gezogen wird, was in den letzten paar Wochen die Gazetten darüber geschrie-

ben haben und die Politiker darüber haben verlauten lassen. Um die Akzeptanz und die Durchführbarkeit einer solchen Massnahme abmessen zu können, hat der Bundesrat dieses Vernehmlassungsverfahren beschlossen, das durchgeführt wird nicht nur bei den Kantonen, sondern auch bei einschlägigen Verbänden, Organisationen und bei den Parteien. Aufgrund der Antworten wird er sich dann ein Bild machen können nicht so sehr über die Wirksamkeit, sondern über die Durchführbarkeit dieser Massnahme. Diese ist vor allem Gegenstand der Vernehmlassung.

**Frau Grendelmeier:** Ehrlich gestanden bin ich etwas enttäuscht über Ihre Antwort. Sie haben mich sehr viel mehr überzeugt am 3. Januar bei dieser Fernsehsendung. Sie haben damals unmissverständlich zu verstehen gegeben, dass Sie bereit sind, sämtliche Sofortmassnahmen, die einen Sinn haben, und die Tempobeschränkung hat offensichtlich einen Sinn, wie die EMPA-Untersuchung jetzt gezeigt hat, sofort einzuführen. Was erwarten Sie an neuen wissenschaftlichen Erkenntnissen von einem politischen Verfahren, wie es das Vernehmlassungsverfahren ist? Und vor allen Dingen, was dürfen wir denn unter dieser Akzeptanz verstehen? Handelt es sich da nicht viel eher um eine quantitative als um eine qualitative Akzeptanz? Gehe ich recht in der Annahme, dass Sie und der Bundesrat im Begriffe sind, sich dem Druckversuch der Automobilverbände zu beugen?

**Bundesrat Egli:** Frau Grendelmeier, ich darf Ihnen sagen, dass weder der Bundesrat noch ich persönlich bereit sind, uns weder dem Druck der Automobilverbände noch Ihrem Druck zu beugen. Ich möchte Ihnen auf Ihre spezifische Frage wie folgt antworten: Meine Äusserung anlässlich der Magazinsendung im Fernsehen lautete ungefähr so: Ich würde mich nicht scheuen, dem Bundesrat Tempolimiten zu beantragen, wenn das Gutachten beweisen würde, dass damit etwas Substantielles an die Verbesserung der Luft beigetragen werden könnte. Weiter bin ich nicht gegangen, und ich bin auch nicht bereit, Ihnen zu sagen, wie die Verhandlungen im Bundesrat weiter gelaufen sind. Dafür werden Sie Verständnis haben.

Nun fragen Sie, was diese Akzeptanz sei, und meinen, wenn wissenschaftlich diese 10 oder diese 9 Prozent Abgasverminderung festgestellt worden seien, so müsste doch die Massnahme eingeführt werden, die Akzeptanz spiele gar keine Rolle. Frau Grendelmeier, die Schweiz ist kein wissenschaftliches Laboratorium, sondern ein politischer Raum. Alle Entscheidungen der politischen Behörde müssen auch politisch irgendwie getragen werden. Wir können nicht nur auf einen Knopf drücken – und schon springt alles so im Kasten, wie die Regierung sich dies wünscht. Wir müssen vielmehr mit dieser Akzeptanz und mit der politischen Meinung der Bevölkerung rechnen, sie in unser Kalkül einbeziehen. Nur so können wir politisch richtige Entscheidungen fällen.

**M. Butty:** Je voudrais d'abord remercier M. Egli, conseiller fédéral, pour son engagement pour la protection de notre environnement ainsi que l'ensemble du Conseil fédéral pour l'objectivité dont il a fait preuve aujourd'hui dans sa décision de consultation, ce qui répond à la question que j'avais posée.

Permettez-moi, Monsieur le Conseiller fédéral, de poser une question complémentaire. Je sais que c'est par voie d'ordonnance que vous prendrez une décision, si vous en prenez une. Elle est donc de la compétence du Conseil fédéral, mais je n'ai pas très bien saisi ce que vous avez répondu à M. Jaeger. N'avez-vous pas l'intention de consulter le Parlement à ce sujet? Une réponse précise m'intéresserait parce que ce premier point figurait dans ma question.

En ce qui concerne le deuxième point, on constate que les avis de vos services ou des services d'autres départements sont très contestés. Serait-il possible d'attendre les consultations aux milieux scientifiques concernés et de connaître l'opinion de nos pays voisins européens? Il me semble que

des mesures que nous serions les seuls à prendre seraient inefficaces.

Bundesrat **Egli**: Herr Butty, wir wollen keine neue Praxis inaugrieren und Verordnungen des Bundesrates jeweils dem Parlament zur Genehmigung unterbreiten. Es bestehen einige gesetzliche Vorschriften, wonach Verordnungen ausdrücklich dem Parlament zur Genehmigung zu unterbreiten sind, zum Beispiel im Medizinalbereich. Aber im übrigen haben wir nicht die Absicht, eine neue Ordnung einzuführen. Wenn wir dem Parlament alle Verordnungen unterbreiten müssten, könnten Sie in Permanenz tagen. Wir glauben, dass das Vernehmlassungsverfahren einen ebenso grossen Widerhall haben wird, wie wenn wir die Frage dem Parlament unterbreiten würden.

Ein zweiter Grund, warum wir dieses Vernehmlassungsverfahren durchführen, ist folgender: Wir haben heute an der bundesrätlichen Sitzung Massnahmen beschlossen, die vorgezogen werden, die also ohne Vernehmlassung in Kraft gesetzt werden. Das Umweltschutzgesetz sieht zwar ausdrücklich vor, dass die Vollzugsmassnahmen den Kantonen zur Vernehmlassung unterbreitet werden müssen, und zwar deshalb, weil ja der ganze Umweltschutz von den Kantonen vollzogen werden muss. Wir glaubten aber – angesichts der schlimmen Situation beim Wald –, es verantworten zu können, gewisse Massnahmen, die sicher keine Opposition hervorrufen werden, vorziehen zu können, ohne Vernehmlassungen durchzuführen, wie zum Beispiel Feuerungskontrollen, Automobilkontrollen usw. Aber im Bereiche der Geschwindigkeitslimiten haben wir es doch nicht gewagt, eine Verordnung zu erlassen, ohne diese Vernehmlassung durchzuführen. Ein Zeichen dafür, dass der Bundesrat diese Frage als wichtig und dringlich erachtet, Herr Oester, ist, dass er die Vernehmlassungsfrist auf die kurze Frist von zwei Monaten anberaumt hat. Soviel zur ersten Frage.

Zur zweiten Frage: Ich bin selbstverständlich bereit, bei dieser Frage ausnahmsweise noch weitere Organisationen in der Liste der Vernehmlassungsadressaten zu berücksichtigen.

#### Frage 14:

##### **Weber Monika. Importwaschmittel Importation de détergents**

*In der Schweiz gibt es eine grosse Zahl von Waschmitteln, die aus dem Ausland stammen. Wer kontrolliert den Markt von Importwaschmitteln in bezug auf Härtegradangaben und Gebrauchsanweisungen, die meist nicht für die schweizerischen Verhältnisse gelten, und in bezug auf den Phosphatgehalt?*

Bundesrat **Egli**: Alle in die Schweiz eingeführten, in der Schweiz hergestellten oder neu verpackten Waschmittel unterliegen der Waschmittelverordnung vom 13. Juni 1977. Wer Waschmittel einführt, muss alle für den Inlandverbrauch vorgesehenen Produkte bei der Eidgenössischen Materialprüfungs- und Versuchsanstalt in St. Gallen anmelden. Die EMPA St. Gallen kontrolliert, ob die Waschmittel den Vorschriften der Verordnung entsprechen, und prüft, ob die Dosierungsvorschriften, abgestuft nach der Wasserhärte, auf den Verpackungen von phosphathaltigen Textilwaschmitteln aufgedruckt sind. Sie prüft ferner auch den Phosphatgehalt der Waschmittel. Eine Liste der bei der EMPA St. Gallen angemeldeten Waschmittel wird dem Bundesamt für Umweltschutz und den kantonalen Behörden regelmässig zugestellt. Ich darf beifügen – Frau Weber –, dass unser Departement (wie bekanntgemacht wurde) das Bundesamt für Umweltschutz veranlasst hat, eine neue Waschmittelverordnung zu erarbeiten, die sogar phosphatfreie Waschmittel vorschreibt.

#### Frage 15:

##### **Neukomm. Individuelle Heizkostenabrechnung Compte chauffage individuel**

*Die individuelle Heizkostenabrechnung fördert die Sparsamkeit beim Energieverbrauch und stellt indirekt auch eine Umweltschutzmassnahme dar. Was unternimmt der Bundesrat, damit vermehrt in neuen und vorbestandene Mehrfamilienhäusern die Heizkosten im Verhältnis zum tatsächlichen Energieverbrauch des einzelnen Heizwärmebezügers abgerechnet werden (Obligatorium, Beratung über genaue Messsysteme und zweckmässige Abrechnungsmethoden usw.)?*

Bundesrat **Egli**: Die individuelle Heizkostenabrechnung wäre zweifellos ein Mittel, um – erstens – Energie zu sparen und – zweitens – Umweltschutz zu betreiben. Der Bundesrat hat an seiner heutigen Sitzung jedoch beschlossen, dieses Mittel einstweilen noch nicht einzuführen, weil es noch nicht erprobt ist und weil vor allem noch nicht feststeht, ob es technisch durchführbar wäre. Wir haben also einstweilen von dieser Massnahme noch abgesehen.

#### Frage 17:

##### **Hofmann. Asylanten. Zustrom Afflux des demandeurs d'asile**

*Die Zunahme der Asylgesuche, verursacht von internationalen Schlepperorganisationen, welche gezielt Leute aus einzelnen Ländern in die Schweiz schleusen, beunruhigen weite Kreise der Bevölkerung. Es ist offensichtlich, dass der Staat durch die kommerzialisierten Schlepperorganisationen recht eigentlich verhöhnt wird. Während der Bund das Anwachsen des Berges unerledigter Gesuche beklagt, sind Kantone und Gemeinden oft überfordert. Der Bundesrat wird ersucht, folgende Fragen zu beantworten:*

1. Ist er bereit, für die rasche und ordnungsgemässe Erledigung der anstehenden Gesuche und Beschwerden vorübergehend die Arbeitskraft freipraktizierender Juristen einzusetzen?
2. Warum hat der Bund bisher darauf verzichtet, in Ländern mit illegalen Auswanderungsagenturen (z. B. Sri Lanka) energische diplomatische Schritte zu unternehmen?
3. Welche Hilfsmassnahmen zugunsten von Gemeinden und Kantonen, welche vom Strom der Asylanten heimgesucht werden, sind eingeleitet worden?
4. Was unternimmt der Bund kurz- und mittelfristig, um die Kontrolle an der Grenze, vor allem auch der «grünen» Grenzübergänge, wirksamer zu gestalten?

Bundesrat **Friedrich**: Zunächst zu Frage 1: Mit der gesetzlichen Regelung der Stellenplafonierung in der Bundesverwaltung ist das Parlament und nicht der Bundesrat für die Bewilligung zusätzlicher Stellen zuständig. Eine externe Erledigung solcher Arbeiten würde eine Umgehung dieses im Bundesgesetz über Massnahmen zur Verbesserung des Bundeshaushaltes festgelegten Grundsatzes bedeuten. In der vergangenen Session hat das Parlament die Bewilligung einer genügenden Anzahl neuer Stellen – in Verkennung der ausserordentlich prekären Situation – abgelehnt.

Zu Frage 2: Durch Massnahmen im diplomatischen Bereich kann die Tätigkeit von Schlepperorganisationen im Ausland nicht unterbunden werden. Diesen Organisationen müssten konkrete Vergehen nach dem dort geltenden Strafrecht nachgewiesen werden können, was kaum möglich ist. Strafrechtlich ist die Schweiz an das Territorialprinzip gebunden. Abgesehen vom strafrechtlichen Aspekt ist festzuhalten, dass verschiedene Staaten wegen ihrer grossen Arbeitslosenrate nicht daran interessiert sind, Ausreisewillige daran zu hindern, im Ausland eine Erwerbstätigkeit zu suchen.

Zu Frage 3: Nach den Bestimmungen des Asylgesetzes gilt der Grundsatz, dass während des Asylverfahrens die Kan-

tone für die Betreuung und Unterbringung der Asylbewerber zuständig sind. Die geleisteten Fürsorgeauslagen werden den Kantonen jedoch vom Bund vergütet. Der Bund kann zudem die Kantone bei der Erfüllung dieser Aufgaben beraten. Er bemüht sich auch um eine ausgeglichene Verteilung der Asylsuchenden auf die Kantone.

Im übrigen wird das EJPD dem Bundesrat beantragen, den Kantonen künftig auch die durch das Asylverfahren entstandenen Verwaltungsauslagen teilweise zu vergüten.

Zu Frage 4: Der Personalbestand des Grenzwachtkorps, das für die polizeiliche Grenzkontrolle im Strassen- und Schifffahrtsverkehr verantwortlich ist, ist nach wie vor ungenügend. Den diesbezüglichen Anträgen wurde aber vom Parlament nur teilweise entsprochen. Eine verstärkte Grenzkontrolle durch den Bund kann somit nicht sichergestellt werden. – Im übrigen liegt die Polizeihoheit und damit die polizeiliche Kontrolle an der Grenze im Aufgabenbereich der Kantone.

**Hofmann:** Ich möchte Herrn Bundesrat Friedrich fragen, ob der Bundesrat und insbesondere der Abteilungschef Flüchtlingswesen – Herr Urs Hadorn – sich der Schwere des Tamilenproblems in Bern nicht bewusst sind? Warum betreibt der Bund nicht eine Ursachentherapie, wenn er schon geltend macht, er habe zu wenig Juristen und zu wenig Leute für die Überwachung der Grenze? Es gibt Massnahmen, die die Ursachen bekämpfen lassen; warum ergreift sie der Bundesrat nicht?

Ich möchte bitten, das Problem nicht zu bagatellisieren! Am letzten Freitag wurde mir vom Polizeidirektor der Stadt Bern schriftlich bestätigt, dass in den Nachbarländern über 10 000 Tamilen leben, dass unsere Nachbarländer eine restriktive Asylpolitik betreiben und dass die Attraktivität des Asyllandes Schweiz sehr gross sei. In Bern bestehen sehr grosse Befürchtungen.

**Bundesrat Friedrich:** Der Bundesrat bagatellisiert das Problem nicht, weder jenes der Tamilen noch dasjenige der übrigen Asylsuchenden. Genau hier liegt der Grund für unser Gesuch um Bewilligung einer entsprechenden Anzahl zusätzlicher Stellen. Sie haben dem Gesuch nicht entsprochen.

Der Bundesrat arbeitet auch mit dem Hochkommissariat der Vereinten Nationen für Flüchtlinge eng zusammen, damit die Flüchtlinge wenn immer möglich in ihrer Region bleiben können. Das lässt sich aber von der Schweiz aus leider nicht erzwingen.

#### Frage 19:

##### **Ruf-Bern. Asylpolitik des Bundes. Konsequenzen Politique de la Confédération en matière d'asile. Conséquences**

*Ende Februar lehnten die Stimmbürger der Stadt Bern – trotz der massiven befürwortenden Propaganda in den Medien – den Kauf einer Liegenschaft als Unterkunft für Asylbewerber ab. Dieser Volksentscheid in der Bundeshauptstadt ist unzweifelhaft als Protest gegen die verhängnisvolle Asylpolitik des Bundes, gegen das geltende, allzu freizügige Asylgesetz und gegen den massiven Zustrom von Scheinflüchtlings aus der Dritten Welt zu verstehen. Aufgrund verschiedener Anzeichen muss eine neue Flutwelle von gegen 10000 weiteren Asyltouristen aus Sri Lanka erwartet werden. Breiteste Bevölkerungskreise im ganzen Land teilen die zum Ausdruck gelangte tiefe Besorgnis und erwarten vom Bundesrat unverzüglich entsprechende wirkungsvolle Gegenmassnahmen.*

*Vor kurzem gab Bundesrat Friedrich zum Entsetzen zahlloser Schweizer Bürger bekannt, sein Departement prüfe, ob etwa 10000 Asylanten, deren Verfahren in erster Instanz hängig sind, kollektiv Asyl gewährt werden solle, statt mindestens alle definitiv abgewiesenen, falschen Flüchtlinge unverzüglich auszuweisen:*

*1. Ist der Bundesrat bereit, aus dem Misstrauensvotum des Stadtberner Soveräns, das für die Haltung des ganzen Schweizervolkes repräsentativ sein dürfte, und angesichts der drohenden neuen Flut von Tamilen, endlich die Konsequenzen zu ziehen, indem er ohne Verzug, via Notrecht, eine wirksame Verschärfung des Asylgesetzes beantragt und alle abgewiesenen Asylanten sofort ausser Landes weist?*

*2. Teilt der Bundesrat die Auffassung, eine kollektive Asylgewährung in den genannten Fällen wäre eine krasse Missachtung des Volkswillens und gegen die Interessen der Schweizer Nation gerichtet?*

*3. Gestützt auf welche Rechtsgrundlage zieht der Bundesrat eine kollektive Asylgewährung für offensichtliche Wirtschaftsflüchtlinge in Erwägung?*

**Bundesrat Friedrich:** Zu Frage 1: Der Bundesrat ist sich – wie ich bereits gesagt habe – der Probleme bewusst, die in der Stadt Bern namentlich durch den Zustrom tamilischer Asylbewerber entstanden sind. Die Lösung dieser Probleme kann jedoch nicht über Notrecht erfolgen. Das Asylgesetz erlaubt nach Artikel 9 ein Abweichen vom gesetzlich vorgeschriebenen Verfahren nur in Zeiten erhöhter internationaler Spannungen oder bei Ausbruch eines bewaffneten Konfliktes, an dem die Schweiz nicht beteiligt ist. Dass an den verankerten Verfahrensgarantien trotz der unbestritten schwierigen Situation in verschiedenen Regionen der Schweiz festgehalten werden soll, haben auch die Beratungen der eidgenössischen Räte im Zusammenhang mit der Revision des Asylgesetzes gezeigt. Der Bundesrat ist im übrigen der Auffassung, dass ein Ausländer nach rechtskräftig abgelehntem Asylgesuch die Schweiz grundsätzlich zu verlassen hat.

Zu Frage 2: Nachdem die eidgenössischen Räte unsere Stellenbegehren in Verkennung der wirklichen Situation nur teilweise gutgeheissen haben, lassen sich die pendenten Asylgesuche in absehbarer Zeit nicht einzelfallweise behandeln. Da die pendenten Gesuche und Beschwerden – sie betreffen inzwischen rund 16 000 Personen – nicht für weitere Jahre unbehandelt bleiben können, wird es zwingend notwendig sein, andere Lösungen zu finden. Dabei wird nicht so sehr eine kollektive Asylgewährung, sondern eine spezielle fremdenpolizeiliche Regelung für bestimmte Gruppen zu prüfen sein.

Zu Frage 3: Für den eher unwahrscheinlichen Fall einer kollektiven Asylgewährung wäre die Rechtsgrundlage in Artikel 22 des Asylgesetzes gegeben.

**Ruf-Bern:** Die Ausführungen von Herrn Bundesrat Friedrich überraschen angesichts früherer ähnlicher Äusserungen nicht und können uns natürlich keinesfalls befriedigen. In den Antworten auf die Fragen 17 und 19 ist deutlich geworden, wie hilflos der Bundesrat ist im Rahmen der Grenzen des heutigen Asylgesetzes, das unzähligen Wirtschaftsflüchtlings Tür und Tor öffnet.

Ich frage den Bundesrat: Was muss noch alles geschehen? Müssen zuerst 100 000 Wirtschaftsflüchtlinge und Asyltouristen einwandern, muss es zuerst zu Krawallen kommen, bis der Bundesrat endlich wirksame, statt bloss ungenügende und oberflächliche Massnahmen beantragt, um der Flut von falschen Flüchtlingen Herr zu werden und die Attraktivität der Schweiz als Asylland zu reduzieren? Das Schweizervolk will nicht mehr Beamte, Herr Bundesrat Friedrich, sondern endlich weniger falsche Flüchtlinge, die keineswegs an Leib und Leben bedroht sind! In Bern ist man von einem Notstand nicht mehr weit entfernt.

Vor wenigen Minuten betonte Bundesrat Egli, die Entscheidungen des Bundesrates müssten vom Volk getragen werden. Er nannte das Stichwort «Akzeptanz». Es ist offensichtlich, dass die fragwürdige heutige Asylpolitik vom Schweizervolk nicht mehr getragen wird. Eine Verschärfung des Asylgesetzes, die allein die Attraktivität unseres Landes für falsche Flüchtlinge vermindern kann, ist unumgänglich. Wir werden einen diesbezüglichen Vorstoss einreichen.

Schliesslich noch die kurze Frage an Herrn Bundesrat Friedrich: Weshalb werden die abgewiesenen falschen Flüchtlinge nicht ausgewiesen, sondern unter gewissen Umständen interniert oder unter anderen Rechtstiteln in unserem Land belassen?

**Bundesrat Friedrich:** Wenn Herr Nationalrat Ruf glaubt, dass die falschen Flüchtlinge mit einer Tafel auf der Brust in der Schweiz erscheinen – «Ich bin ein falscher Flüchtling» –, dann ist das so, wie sich der kleine Hansli die Flüchtlingspolitik vorstellt. Gerade um festzustellen, ob es sich um einen echten oder einen unechten Flüchtling handelt, braucht es eben meist lange und schwierige Abklärungen. Und für diese Untersuchungen haben wir ein kompliziertes Asylverfahren. Das Parlament gibt uns aber die nötigen Mittel nicht, um dieses komplizierte Verfahren zeitgerecht durchzuführen. Deshalb wird uns wohl nichts anderes übrigbleiben, als letzten Endes Kollektivregelungen zu treffen.

Sie fragen, warum abgewiesene Flüchtlinge nicht konsequent ausgewiesen werden. Es gibt unter Umständen, Herr Ruf, Situationen, in denen dies aus humanitären Gründen nicht ohne weiteres möglich ist. Wenn nach vier oder fünf Jahren endlich entschieden wird, können Sie diese Leute in der Regel nicht mehr mit gutem Gewissen wegschicken.

#### Question 23:

##### Christinat. Äusserungen von Generalstabschef Zumstein Déclaration du commandant de corps Zumstein

*Au cours de la campagne précédant la votation sur l'«initiative pour un authentique service civil fondé sur la preuve par l'acte», le commandant de corps Zumstein a déclaré à un hebdomadaire biennois que «les objecteurs politiques devraient être expulsés hors des frontières». Ces propos musclés ont fait le tour de toute la presse du pays. Le Conseil fédéral n'ayant pas pris position sur ces déclarations pour le moins intempestives, je le prie de répondre aux questions suivantes:*

1. Le Conseil fédéral partage-t-il l'opinion du commandant de corps Zumstein?
2. Si tel n'est pas le cas, n'estime-t-il pas qu'il devrait condamner officiellement ces propos inadmissibles?
3. S'il admet la méthode Zumstein, vers quels pays les objecteurs politiques devraient-ils être expédiés?
4. Le chef de notre armée a également déclaré que l'emprisonnement des objecteurs de conscience est «une peine normale pour des gens qui refusent d'accomplir leur devoir». Cette prise de position n'est-elle pas en contradiction avec la motion, acceptée par le Conseil national, qui souhaite que ces mêmes objecteurs de conscience ne soient plus envoyés en prison avec les criminels de droit commun?

**M. Delamuraz,** conseiller fédéral: Après la publication de son interview, le chef de l'état-major général de l'armée a fait publier une rectification par laquelle il a corrigé une erreur de traduction et donné le fond de sa pensée: il est favorable à une solution d'ouverture.

Il n'en demeure pas moins qu'une phrase malheureuse a été dite. Sortie de son contexte, elle est inadmissible dès lors qu'elle exprime la thèse selon laquelle les objecteurs politiques devraient être expulsés du pays. Cela ne serait conforme ni à la constitution ni aux règles et traditions de notre démocratie. Le Conseil fédéral n'adhère évidemment en aucun cas à une telle thèse. Il a d'ailleurs immédiatement fait savoir que les propos prêtés au commandant de corps n'engageaient pas le gouvernement, dont la position, sur ce point, a été exprimée, tout d'abord dans le message qu'il a destiné au Parlement et ensuite dans les différentes prises de position du chef du Département militaire fédéral devant les Chambres; il a fait savoir au surplus que le chef de l'état-major général s'était exprimé à titre personnel.

Le Conseil fédéral n'avait pas à prendre d'autres dispositions publiques puisque, notamment, le chef de l'Etat-major général avait rectifié ses dires.

Au demeurant, le comportement de cet officier général, en trente-quatre années de service à la Confédération, atteste de sa fidélité aux lois et coutumes de notre pays.

Une commission examine actuellement la possibilité de décriminaliser l'objection de conscience dans l'esprit de la motion adoptée par votre conseil. Il ne saurait être question de préjuger les résultats de ses travaux, que le chef du Département militaire fédéral examinera dès l'été. Mais la volonté tant du département que du Conseil fédéral de parvenir à un résultat positif est claire et nette.

Je précise encore, pour terminer, Madame, que le commandant de corps Zumstein n'est pas le chef de l'armée mais bien le chef de l'Etat-major général de l'armée.

#### Frage 24:

##### Wagner. Panzerbeschaffung Leopard 2 Acquisition du Léopard 2

*Nach Zeitungsmeldungen werden die Beschaffungskosten für die insgesamt 420 Leopard 2 – Panzer nicht wie gemäss Bundesrat 4,5 Milliarden, sondern 6 Milliarden Franken kosten.*

1. Stimmt diese Meldung?
2. Hat der Bundesrat allfällige teuerungsbedingte Mehrkosten tatsächlich nicht eingeschlossen?
3. Ist der Bundesrat bereit, die Erklärung abzugeben, dass die Beschaffung nicht mehr als 4,5 Milliarden Franken kosten darf, und ist er nötigenfalls zum Kauf einer kleineren Serie bereit?

#### Frage 25:

##### Allenspach. Beschaffung des Panzers Leopard. Finanzierung

##### Acquisition du Léopard 2. Financement

*In den letzten Tagen sind Spekulationen über die Finanzierung und Fragen einer Beschleunigung des Rhythmus in der Beschaffung des Panzers Leopard in einem Teil der Presse diskutiert worden. Dabei wurden dem Bundesrat Vorhaltungen gemacht, er verschweige hauptsächlich in bezug auf die zu erwartende Endabrechnung dieser Beschaffung die Wahrheit. Durch diese Publikationen sind in der Öffentlichkeit Missverständnisse aufgetreten, die nach meiner Meinung der Bundesrat nicht auf sich beruhen lassen kann, wenn er nicht riskieren will, dass die Panzerbeschaffung fortwährend Gegenstand öffentlicher Spekulationen bleibt. Was sagt der Bundesrat zu dieser Polemik? Ist er bereit, dazu Stellung zu nehmen?*

**M. Delamuraz,** conseiller fédéral: Le Conseil fédéral a approuvé le programme annuel d'armement le 29 février dernier. Vous recevrez le message y relatif lorsqu'il aura été imprimé, c'est-à-dire dans trois ou quatre semaines.

En lisant ce message, vous apprendrez que nous avons calculé le montant du crédit d'engagement, qui est de 2 410 000 000 de francs, pour l'acquisition de 210 chars Leopard 2 – il s'agit d'une première série – en nous fondant, premièrement, sur les prix prévisibles à la fin de 1984 et, deuxièmement, sur un taux de change de 90 francs pour 100 DM.

Les coûts supplémentaires imputables au renchérissement, qui interviendront probablement à partir de 1985, ne sont donc pas compris dans le crédit d'engagement. En pratique ainsi, le Conseil fédéral se conforme à la méthode que vous avez approuvée antérieurement pour des acquisitions s'étendant sur plusieurs années. En effet, dans ces cas-là, il est impossible de supputer (deux, trois ou cinq ans à l'avance) ce que seront le renchérissement et le taux de change. Nous avons d'ailleurs pratiqué de cette façon notamment lors de l'acquisition de l'avion Tiger et du sys-

tème d'engin guidé de DCA Ravier. Ce second exemple nous paraît d'ailleurs particulièrement intéressant. En effet, alors que l'on pouvait craindre, au moment de la discussion du message par les Chambres, qu'une demande de crédit de 400 à 600 millions de francs au titre de la hausse des prix serait nécessaire, nous ne devons en réalité demander qu'un crédit additionnel de 200 millions, car les choses se sont passées mieux que nous ne pouvions l'imaginer.

Par son message du 29 février, le Conseil fédéral vous demande donc un crédit d'engagement pour une première série de 210 chars. Il indique dans son message que l'acquisition d'une seconde série – de 210 chars également – pourra être soumise aux Chambres vers la fin des années quatre-vingts. Il est bien évident que si nous n'arrivons pas, pour les raisons que je viens d'énumérer, à supprimer ce que sera le coût effectif de la première série, à plus forte raison est-il impossible aujourd'hui de supprimer ce que sera le coût de la seconde série. Je ne me livre par conséquent à aucune espèce d'évaluation du montant qui sera nécessaire. C'est là une prévision qui relève peut-être de Madame Soleil, et encore...

Différents modes de financement ont été examinés lors de la préparation du projet d'acquisition de blindés. Ces modèles n'étant pas compatibles avec la loi sur les finances de la Confédération, il y a peu de chances qu'ils puissent être appliqués. Le Département militaire s'en tiendra rigoureusement, pour ce qui le concerne, et cela doit être dit d'entrée de cause, au cadre fixé dans le plan financier de la législature 1984 à 1987. Il n'est pas judicieux au surplus de livrer les Leopard avant 1987, tant pour l'industrie que pour l'instruction de la troupe, qui doit être préparée minutieusement.

Tels sont les éléments que je puis vous communiquer aujourd'hui en lever de rideau, en quelque sorte, mais dont nous aurons bien entendu largement l'occasion de reparler lorsque le message aura été publié et que le Conseil des Etats, qui est le conseil prioritaire, puis le Conseil national, par leurs commissions, auront pu en examiner tous les détails.

**Allenspach:** Ich frage Herrn Bundesrat Delamuraz an, ob eine Änderung in den Finanzierungsvorschriften die Beschaffung erleichtern und auch verbilligen könnte, wäre dann eine erhöhte Beschaffungskadenz möglich? Hätte es einen Sinn, vom Parlament aus auf eine Änderung der Finanzierungsvorschriften zu drängen?

**M. Delamuraz,** conseiller fédéral: Il est évident que, du point de vue militaire notamment, nous ne pouvons qu'aspirer à l'accélération des livraisons, car la fourniture à chaque bataillon de 30 à 35 chars seulement par année est un processus extrêmement long et même trop long.

Comme vous le constaterez à la lecture du message, nous avons laissé en suspens la possibilité d'accélérer la mise à disposition de chars à partir de la troisième ou de la quatrième année pour parvenir à une solution plus vraisemblable, mais nous devons par ailleurs nous en tenir à l'enveloppe financière qui a été attribuée au Département militaire fédéral. Nous n'entendons pas vous demander de prévoir des exceptions. Par conséquent, nous devons calculer le rythme de fourniture des chars en fonction de celui des autres armements, qui revêtent eux aussi un caractère d'urgence plus ou moins marqué.

Quant à la question de savoir si un autre mode de financement permettant d'accélérer le processus de fourniture sans nécessiter une amputation de l'enveloppe accordée au département est concevable, je viens d'y répondre en disant qu'à première vue, ces autres modes de financement se heurtent à l'orthodoxie de la politique financière de la Confédération, mais qu'un examen plus attentif de ces possibilités, le moment venu, n'est pas exclu.

#### Frage 28:

##### Müller-Aargau. Strassenzollgefecht

##### Redevances routières. Mesures de rétorsion

*Schweizer Lastwagen haben seit Jahren beim Grenzübertritt ins Ausland den Tankinhalt zu verzollen.*

*Ist der Bundesrat bereit, eine gleiche Deklaration und Besteuerung des Treibstoffes bei ausländischen Lastern vorzusehen, sofern unsere Nachbarstaaten Retorsionsmassnahmen gegen unsere Verkehrssteuern ins Auge fassen?*

**Bundesrat Stich:** Nach der Auffassung des Bundesrates haben unsere Nachbarstaaten weder Grund noch die Absicht, Retorsionsmassnahmen gegen unsere Verkehrssteuern zu treffen. Der Bundesrat verzichtete seinerzeit auch ganz selbstverständlich darauf, Treibstoffmengenbeschränkungen bei Lastwagen einzuführen. Zudem ist festzuhalten, dass nach EG-Normen ohnehin eine Freimenge von 200 Litern besteht. Diese genügt in aller Regel zur Durchfahrt durch unser Land. Es hätte also auch keinen Sinn, eine solche Massnahme zu treffen.

#### Frage 40:

##### Jaeger. EVED. Dokumentation für Kaiseraugst-Kommission

##### Documentation à l'intention de la Commission «Kaiseraugst»

*In einer Studie der Universität Genf wurde die Entwicklung der Energienachfrage in grundsätzlich zwei Hauptvarianten, nämlich für den Fall eines positiven und für den Fall eines negativen Entscheids über die Energieinitiative, prospektiert. Der vorberatenden Kommission des Nationalrates zur Vorlage Kaiseraugst wurde nur jener Teil der Studie zugeleitet, welcher den Bau des AKW Kaiseraugst rechtfertigt, der andere jedoch verheimlicht. Die Begründung des EVED: «Wir mussten uns beschränken auf Varianten, die im Einklang sind mit der Meinung des Bundesrates.»*

*1. Teilt der Bundesrat die Auffassung, dass diese Art von selektiver Zuteilung von Entscheidungsunterlagen an eine parlamentarische Kommission (samt ihrer Begründung) unhaltbar ist und keinesfalls Schule machen darf?*

*2. Ist der Bundesrat bereit, die Kommissionsmitglieder umgehend mit der vollumfänglichen Fassung der Studie zu bedienen?*

#### Question 41:

##### Ruffy. Kernkraftwerk Kaiseraugst

##### Centrale nucléaire de Kaiseraugst

*Tout récemment la presse a fait état de ce que l'administration du Département fédéral des transports, des communications et de l'énergie a elle-même qualifié «d'une panne regrettable».*

*Qu'il s'agisse d'un oubli ou d'une dissimulation, le fait de n'avoir pas fourni à la commission du Conseil national les éléments de l'étude, présentant la construction de Kaiseraugst comme superflue sous certaines conditions, est lourd de conséquences quand l'on sait que l'autorisation de construire est déterminée par la clause du besoin.*

*Etant donné cette situation, nous posons les questions suivantes:*

*1. Le Conseil fédéral avait-il connaissance de l'ensemble des conclusions de l'étude de MM. Giovannini et Delfosse?*

*2. En n'extrayant de cette étude que les éléments favorables à la construction de la centrale, l'administration fédérale n'a-t-elle pas donné à la commission une version partielle de l'étude et n'en a-t-elle pas trahi l'esprit?*

*3. Peut-on admettre qu'avec cette information lacunaire la commission a pu travailler en pleine connaissance de cause?*

4. *Peut-on enfin admettre dans ces conditions les conclusions du rapport établi par la commission?*

**Bundespräsident Schlumpf:** Wenn Sie damit einverstanden sind, würde ich auch gerade die Frage von Herrn Ruffy beantworten. Sie betrifft das gleiche Problem.

Zu diesen beiden Fragen einmal die Feststellung: Es trifft nicht zu, dass der vorberatenden Kommission des Nationalrates, welche die beiden Volksinitiativen (Energieinitiative und Atomverbotsinitiative) zu behandeln hatte, wichtige Aspekte der Studien verheimlicht wurden. Das Arbeitsprogramm der Kommission und das Protokoll belegen das Gegenteil. Die Nationalratskommission war schon im Mai 1983 von einem Experten der Universität Genf, der damals an den Hearings teilnahm, über die damaligen Resultate orientiert worden. Dies war Herr Prof. Tschopp. Anfang Februar dieses Jahres wurden die fraglichen Studien gesamthaft an einer Pressekonferenz in Genf dargelegt, unter Mitwirkung unseres Bundesamtes für Energiewirtschaft. In einer Zusammenfassung wurden diese Studien in der Zeitschrift «Die Volkswirtschaft» vorgestellt. Nicht genug aber damit: Das EVED hat in einem von der nationalrätlichen Kommission im Herbst verlangten Bericht vom 10. Januar 1984 diese Studien ausdrücklich aufgeführt und darin verarbeitet. Es war ja ein Hauptzweck dieses Berichtes, zur Frage Stellung zu nehmen, ob sich im Hinblick auf die sogenannten Genfer Studien die Perspektiven des Bundesrates zu den Energiefragen als überholt erweisen. Ein Mitglied Ihrer nationalrätlichen Kommission, Herr Petitpierre, hat dann an dieser Sitzung diese Genfer Studie verlangt und hat sie auch bekommen. Ein anderes Kommissionsmitglied hat an dieser Sitzung Anträge gestellt und diese mit dieser Genfer Studie begründet. Nach gewalteter Diskussion hat es dann diese Anträge zurückgezogen.

Die Unterstellung, dass diese fragliche Studie der Kommission verheimlicht worden sei, ist unbegründet. Ich weise sie zurück. Wahr ist, dass auf diese Genfer Studien mehrfach hingewiesen wurde und dass in unserem departementalen Bericht an Ihre Kommission darauf Bezug genommen wurde. Ihre Kommission ist also von uns darüber orientiert worden. Diese und übrigens auch andere Studien zu Energiefragen stehen den Kommissionsmitgliedern – dies zur zweiten Frage von Herrn Jaeger – selbstverständlich zur Verfügung. Es wäre aber doch wenig nützlich, wenn wir den Kommissionen einfach immer alle verfügbaren Dokumentationen ins Haus schicken würden. Nationalrat Hubacher hat beispielsweise, nicht ohne Grund, an dieser Sitzung festgestellt, dass man in dieser Kommission reichlich mit Unterlagen bedient werde und dass es schwer halte, sie überhaupt noch zu verarbeiten, was verständlich ist.

Nun zu den konkreten Fragen von Herrn Jaeger.

1. Es kann keine Rede davon sein, dass eine selektive Zuleitung von Dokumenten, je nach eigenem Gutdünken, erfolgt wäre.

2. Selbstverständlich stehen diese Unterlagen heute (wie schon im Januar und Februar) allen Kommissionsmitgliedern zur Verfügung.

Zu den Fragen von Herrn Ruffy:

1. Das Departement hatte Kenntnis von den Schlussfolgerungen dieser Studie Giovannini/Delfosse. Sonst hätten wir sie ja in unserem Bericht an die nationalrätliche Kommission gar nicht verarbeiten und auführen können. Die Schlussfolgerungen dieser Studie bringen aber gegenüber dem Bericht der eidgenössischen Energiekommission über den Bedarfsnachweis für Kernkraftwerke nichts grundsätzlich Neues.

2. Der Vorwurf der Parteilichkeit ist nicht begründet.

3. Die Kommission handelte en connaissance de cause, da sie den EEK-Bericht kannte und auf diese Studie ausdrücklich hingewiesen worden war.

4. Der Bericht und der Antrag der Kommission zu allen drei Vorlagen sind natürlich auch politische Entscheide einer parlamentarischen Kommission. Sie bestätigen die bundes-

rätliche Politik, wonach im Laufe der neunziger Jahre nach Leibstadt ein weiteres Kernkraftwerk nötig sein wird.

Gestatten Sie mir eine abschliessende Bemerkung. Man hat hier den Ausdruck «verheimlichen» verwendet. Herr Jaeger, ich habe das gar nicht gerne. Damit stellen Sie nämlich unsere Redlichkeit in Frage. Sie können die Qualität unserer Arbeit in Frage stellen, Sie können uns Vorwürfe machen in bezug auf die Behandlung von Sachfragen. Eines lasse ich aber nicht in Frage stellen: Unsere Redlichkeit. «Verheimlichen» beinhaltet den Vorwurf der Absicht, etwas geheimhalten zu wollen. Unterschätzen Sie uns nicht, überfordern Sie uns nicht oder überwerten Sie unsere Naivität nicht. Wenn wir etwas geheimhalten wollten, dann würden wir es ja wahrhaftig nicht in einem schriftlichen Bericht an eine nationalrätliche Kommission ausdrücklich auführen. Und wenn Sie von «verheimlichen» sprechen, unterschätzen Sie doch sich selber nicht als Parlamentarier. Wie sollen wir Ihnen etwas verheimlichen bei Ihrer Aufmerksamkeit, bei der Sorgfalt, mit der Sie die Dokumente lesen, die wir Ihnen zustellen, wenn wir in diesen Dokumenten gerade auf das hinweisen, das wir verheimlicht haben sollen!

**Jaeger:** Aufgrund der Eloquenz, mit der Herr Bundespräsident Schlumpf soeben meine Anfrage beantwortet hat, ist man versucht zu sagen: «Qui s'excuse, s'accuse». Entschuldigung, Herr Bundespräsident, aber ich möchte immerhin darauf hinweisen, dass ich mir lediglich das Recht herausgenommen habe, Ihnen in der Fragestunde die Frage zu stellen, ob nun der zweite Teil des Berichtes aus Genf unserer Kommission hätte zugeleitet werden sollen oder nicht. Darum geht es jetzt. Es geht nicht darum, dass wir in der Kommission die Möglichkeit haben, gewisse Gutachten zu verlangen, sondern wir kennen doch die Situation (Sie haben sehr offen aus der Kommission berichtet; deshalb kann ich jetzt auch darüber berichten). Es sind doch unserer Kommission sehr viele Unterlagen zugeleitet worden, ganze Stapel von Gutachten. Aber ein Teil dieser Gutachten hat offensichtlich den Weg zu uns nicht gefunden. Die Frage ist ganz konkret die: Aus dem Kreis Ihres Departementes wurde gesagt, man hätte sich beschränken müssen auf Varianten, die im Einklang sind mit der Meinung des Bundesrates. Da besteht also ein Widerspruch. Ich weiss nicht, ob dieser Beamte, der das gesagt hat, eine Legitimation gehabt hat oder nicht. Aber immerhin: Sie dürfen nicht uns rügen! Wenn solche Erklärungen abgegeben werden vom Departement, dann ist es unser Recht, ja sogar unsere Pflicht, hier Fragen zu stellen. Und diese Frage müssen Sie jetzt wohl noch beantworten.

**Bundespräsident Schlumpf:** Herr Nationalrat Jaeger, Sie haben in Ihrer Frage unterstellt, dass wir diese zweite Studie verheimlicht hätten. Das weise ich kategorisch zurück. Ich lasse mir nicht nachsagen, dass ich irgendeiner Kommission etwas verheimliche, d. h. absichtlich nicht liefere.

Zur von Ihnen zitierten Begründung des EVED «Wir mussten uns beschränken...»: Sie wissen, Herr Jaeger, wer zuständig ist für das EVED; er steht vor Ihnen. Sie haben keine solche Äusserung von mir gehört. Ich weiss nicht, wer diese Äusserung gemacht hat, aber sie ist in keiner Art und Weise repräsentativ. Aber repräsentativ ist, was im Bericht vom 10. Januar steht, das konnten Sie auf den Seiten 3 und 4 nachlesen. Die ganze Studie ist da zitiert, weil sie ein Teil der Überprüfung unserer Perspektiven war, wie sie von der Kommission – aus guten Gründen – im Herbst verlangt worden war.

Ich halte also fest: Es wurde nicht absichtlich selektiv zugeleitet oder nicht zugeleitet; es wurde nichts verheimlicht. Allen Kommissionsmitgliedern stehen heute wie früher und auch in Zukunft alle Unterlagen, die wir überhaupt haben, zur Verfügung.

**M. Ruffy:** Je ne me serais pas permis de venir poser une question supplémentaire si l'incident au sujet du rapport Giovannini-Delfosse ne faisait pas suite à un autre incident qui date de quelques mois ou de quelques années, déjà, et



## Fragestunde

### Heure des questions

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1984
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	05
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	---
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	12.03.1984 - 14:30
Date	
Data	
Seite	105-115
Page	
Pagina	
Ref. No	20 012 226

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.